

• Ces derniers jours, après la sortie du ministre écolo Nollet, les partis de la coalition wallonne se sont une nouvelle fois écharpés, au grand bonheur de l'opposition libérale. Existe-t-il un vice de fabrication dans cette majorité ou est-on déjà entré en campagne ? Interviews croisées.

Y a-t-il quelque chose de pourri dans l'Olivier wallon ?

Oui

Le gouvernement wallon est réuni par une vision de gauche sur certains dossiers. Par contre, dès l'instant où il faut décider, il n'y a plus personne. On ne voit pas la vision stratégique que le gouvernement porte. Il faut être au Parlement pour entendre les invectives que se lancent les composantes de la majorité.

Y a-t-il un vice de fabrication au sein de l'Olivier wallon ?

Tout simplement, l'Olivier ne fonctionne pas depuis le début de la législature. La première raison, c'est qu'il y a, depuis le départ, de fortes tensions au sein du gouvernement. Elles ont concerné à la fois des thématiques de fond mais aussi des attitudes de comportement des ministres. Il faut se souvenir de la guéguerre que le ministre Ecolo Nollet a menée pour s'emparer du bureau de son collègue Marcourt au lendemain même de l'installation du gouvernement. Ce sont des éléments qui en termes de tonalité compliquent les choses lorsqu'ils s'ajoutent, de surcroît, à des tensions sur les dossiers de fond. Depuis le début, l'Olivier déçoit. Enfin, indépendamment de la méthode, regardons les résultats. Est-ce que la Wallonie a aujourd'hui significativement redécollé ? Malheureusement non. Le gouvernement a beaucoup dépensé dans la communication, que ce soit en énergie et en argent. Mais la communication ne fait pas l'action. Et l'emballage ne fait pas le résultat.

La coalition en place est-elle une alliance contre nature ?

Je pense qu'on observe vraiment des oppositions et des antagonismes forts. Le gouvernement est réuni par une vision de gauche sur certains dossiers, par exemple lorsque l'Olivier n'accepte pas de décider un véritable parcours d'intégration, ou quand il n'accepte pas la rationalisation du secteur public pourtant excédentaire et coûteux. Il y a un fond politique de gauche ; par contre, dès l'instant où il faut décider sur des dossiers importants, il n'y a plus personne. Pourtant, ce ne sont pas les dossiers importants qui manquent : créer de l'espace pour l'activité économique, rationaliser le code wallon de l'Aménagement du territoire, décider d'un schéma d'implantation des activités commerciales, mobiliser des moyens pour la formation immédiate. Dès que l'on entre dans des dossiers plus structurants, on constate que cela bloque. Un des éléments du blocage est cette espèce d'intégrisme des Ecolos qui, très souvent, se présentent comme les détenteurs de "la" vérité. Alors quand le ministre Nollet tente d'imposer sans la moindre vergogne – on l'a encore vu cette semaine –



ERIC LALMAND/BELGA

WILLY BORSUS

Chef de groupe MR au Parlement wallon

“Le gouvernement a beaucoup dépensé dans la communication, que ce soit en énergie et en argent. Mais la communication ne fait pas l'action. Et l'emballage ne fait pas le résultat.”

sa vision des choses, forcément cela crée des difficultés.

Est-ce que l'opposition MR ne tire pas indistinctement sur tout ce qui bouge ?

Nous passons le plus clair de notre temps à émettre des propositions, comme le parcours d'intégration, le service minimum dans les transports en commun, la rationalisation des outils économiques et financiers. Nous sommes aussi une force de contrôle du travail de gouvernement. Et quand la majorité est véritablement dans une situation de crise sur un dossier, comme celui des kilowatts gratuits du ministre Nollet, ou comme celui de la non-gestion de 2,5 milliards d'euros de certificats verts, quand on a des situations comme celles-là, n'est-ce pas le rôle des parlementaires de faire bouger le gouvernement et de venir avec des propositions concrètes ? Le pire aujourd'hui est que dans ce dossier de l'énergie, mais dans d'autres aussi, on ne voit pas la vision stratégique que le gouvernement porte. Il faut être au Parlement pour entendre les invectives que se lancent les composantes de la majorité.

Seriez-vous favorable, après 2014, à une coalition qui reprendrait tous les partis démocratiques, comme cela se passe un peu au fédéral ?

Nous avons la volonté de porter le changement en 2014. C'est-à-dire de décider radicalement d'orientations nouvelles par rapport à ce qui se passe maintenant. On sera, de plus, dans un contexte exceptionnel avec le transfert des compétences nous venant du fédéral et il ne faudra pas se loucher là-dessus. Autre élément, c'est le cadre budgétaire régional qui suscite beaucoup d'inquiétudes. Tout nous conduit à croire qu'il va falloir, en 2014, avoir un exercice de responsabilité très important. Dans ce contexte, il m'apparaît qu'une espèce de rassemblement de toutes les forces politiques serait terriblement négative et je ne vois pas comment cela pourrait incarner cette volonté de rupture et de changement que nous portons.

Entretien : Jean-Paul Duchâteau